

> **Un livre blanc décrit les forces et faiblesses de l'ESS en Gironde** 2

> **La Ruche s'installe à Bordeaux avec Orange dans ses valises** 2

> **L'ESS picto-charentaise dispose d'une plateforme pédagogique** 3

> **Lumo, le crowdfunding version énergie renouvelable** 3

"Nice-Matin", retour à la case coopérative

A l'image de ce qui vient de se passer à "Nice-Matin", les reprises sous forme de coopératives sont souvent saluées comme des victoires. A juste titre, puisque les salariés prennent leur destin en main, en sauvant une grande partie des emplois. Ce sera le cas avec "Nice-Matin" : le montage de la société coopérative d'intérêt collectif (Scic), validé par le tribunal de commerce de Nice, se soldera par 159 départs «volontaires» (un peu moins de 15% des effectifs), mais sans aucun licenciement. Cette solution renforce en outre l'indépendance des rédactions de "Nice-Matin". Ce qui avait été l'une des raisons pour laquelle ce journal avait déjà adopté un statut coopératif à sa création en 1945 sous la forme d'une Sapco (société anonyme à participation ouvrière). Comme beaucoup des titres ressuscités à la Libération. Ce statut a été peu à peu abandonné au fur et à mesure des besoins en capitalisation de ces «empires» de presse. Comme notamment, en 2009, pour un autre fleuron de la presse régionale, la "NR" (Nouvelle République du Centre-Ouest).

PB (ESI)

Loi ESS | Projet de décret

Un projet de décret (art.13 loi ESS) est en consultation publique (jusqu'au 14/11). Il porte sur le seuil des achats publics responsables fixé à 100 M€ hors taxes pour le montant total annuel des achats, au-dessus duquel s'applique l'obligation d'adopter et de publier un schéma de promotion des achats publics socialement responsables. (RTES)

L'épargne fléchée vers l'ESS

Carole Delga, secrétaire d'Etat en charge de l'ESS, a donné des précisions sur les pistes de financement des entreprises de l'économie sociale via l'épargne. Les discussions sont en cours avec les collecteurs d'épargne longue - secteur bancaire, assureurs, gestionnaires d'épargne salariale - et devraient durer tout au long de l'année 2015, pour aboutir au fléchage d'une partie de leurs produits vers les secteurs confortés par la loi ESS. Ce texte a fixé un cadre légal pour l'ensemble de cette activité et réformé l'agrément solidaire, ce qui est de nature à rassurer les investisseurs institutionnels. Parmi les hypothèses de travail évoquées

par Carole Delga, la création «de poches dédiées à l'investissement solidaire au sein des contrats d'assurance-vie». Lesquelles seraient dotées d'une incitation fiscale sur le modèle des nouveaux contrats «vie génération», déjà favorables à l'ESS (et au logement social). Une deuxième piste consisterait en un remaniement des fonds dits «90/10» (de 5 à 10% des placements devant aller aux organismes solidaires, en fait 3 à 6% réellement constatés), avec l'idée d'imposer qu'au moins 10% leur soient réellement affectés, voire l'augmentation de ce curseur pour un meilleur fléchage de l'épargne vers l'ESS. (Le Monde)

Investissements d'avenir pour l'ESS Le ministère de l'Economie, avec à ses côtés le commissariat général à l'investissement et la Caisse des dépôts, a annoncé un prolongement de la durée de l'«action relative au financement de l'économie sociale et solidaire» dans le cadre du programme d'Investissements d'avenir. Ce prolongement est prévu pour une durée d'un an au plus. Au 1^{er} septembre 2014, la Caisse des dépôts, opérateur de cette action - via ses directions régionales, a engagé plus de 70 millions d'euros au bénéfice des entreprises de l'ESS (1), les 30% restants devant l'être jusqu'à fin 2015. Cette action est orientée vers le renforcement des quasi fonds propres (comptes courants d'associés, obligations convertibles, emprunts participatifs) des entreprises du secteur, le cofinancement de projets créateurs d'emplois et le développement de modèles innovants d'activités et d'entreprises. (1) dont 150.000 € au bénéfice des Ateliers du Bocage (Deux-Sèvres)

FINANCEMENT BNP Paribas en soutien de l'entrepreneuriat social

A l'occasion de la semaine de la finance solidaire, BNP Paribas, 1^{ère} banque française, a annoncé un nouvel engagement en faveur de l'entrepreneuriat social - un investissement de 40 millions d'euros sur trois ans - après avoir lancé, en 2013, un dispositif d'accompagnement par un réseau de référents dans ses centres d'affaires et dans les Maisons d'entrepreneurs. Le nouveau dispositif comprend deux nouveaux fonds : un produit d'épargne, le FCP BNP Paribas Social Business France, et un fonds d'investissement pour alimenter le FCP. «Nous sommes convaincus que ces acteurs d'une nouvelle économie vont prendre une place significative dans la création de valeur et la croissance de notre société», a commenté Marie-Claire Capobianco, directrice des réseaux France de BNP Paribas.

Loi ESS Naissance de la chambre française de l'ESS

Induite par la loi cadre de l'ESS, la chambre française de l'économie sociale et solidaire apparaît sous statut associatif, avec pour vocation de représenter les grands acteurs du secteur (Coop FR, FNMF et Gema pour les mutuelles, le Mouvement associatif, le Centre français des fonds et de fondations, le Conseil national des chambres régionales de l'ESS et le Mouves pour les entrepreneurs sociaux) auprès des pouvoirs publics. Cette instance prend la suite du Ceges (Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale), en conservant le même président, Roger Belot, ancien président de la Maif.

La future Cress d'Aquitaine prend forme

La concertation autour de la future chambre régionale de l'économie sociale et solidaire en Aquitaine se densifie à l'occasion du mois de l'ESS, avec une série de réunions territoriales organisées à partir du 13 novembre en Dordogne, dans les Landes, en Gironde et dans le Lot-et-Garonne. Une dynamique enclenchée fin 2013 avec une centaine d'acteurs de l'ESS a débouché sur la constitution en juillet dernier de l'association Aquitaine Préfi Cress, préfiguration de la future Cress, présidée par Arnaud Virrion, responsable d'Arcins Environnement Service, et sur le recrutement d'une coordinatrice. L'association est soutenue par le conseil régional, l'Etat et le conseil national des Cress, les grandes familles de l'ESS étant représentées au sein du conseil d'administration. La future instance prendra en charge les missions traditionnelles des Cress : la représentation, la promotion et le soutien transversal des divers secteurs de l'ESS au plan régional. (aquitainepreficress.org)

AGRICULTURE AgriBio Union, UNE

COOPÉRATIVE POUR LE BIO La coopérative AgriBio Union (basée à Salvagnac, dans le Tarn, 25 M€ de chiffre d'affaires, présente sur 16 départements) est le principal opérateur de l'agriculture bio en Aquitaine. Laquelle se situe, avec 60.367 ha en bio, au 7^{ème} rang français (4,41% de la surface agricole utile). AgriBio Union, née de la volonté de regroupement de structures coopératives du Grand Sud Ouest (dont Euralis, Terres du Sud, Vivadour) a été rejointe cet été par Maisadour. Le marché de consommation du bio progresse annuellement de manière structurelle de 10% par an, ce qui peut expliquer le déficit de production actuel. (*République des Pyrénées*)

BANQUE COOPÉRATIVE PATRICK DUFOUR AU

DIRECTOIRE DE CEAPC Patrick Dufour a été nommé mandataire social en charge de la banque des décideurs (entreprises, immobilier, collectivités, économie sociale) à la Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes. Par ailleurs, François Pérol, président du groupe BPCE (Banque populaire - Caisse d'Épargne) est venu à Bordeaux (le 31/10) pour présenter l'application de paiement sur smartphone Howizi illustrant l'évolution numérique du groupe. La CEAPC (377 agences sur son réseau) s'apprête néanmoins à ouvrir une nouvelle agence aux Bassins à flot à Bordeaux. (*Sud Ouest, Objectif Aquitaine*)

Gironde, convergence avec l'ESS

A l'occasion du mois de l'économie sociale et solidaire et avant le vote de son budget, le conseil général de la Gironde a publié un Livre blanc, panorama de ce secteur dans le département, qui vient en appui de la définition de sa politique publique de soutien à l'ESS.

DANS SA STRATÉGIE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE, le conseil général de la Gironde joue la complémentarité avec celle de la Région, en s'intéressant «en creux» aux PME-TPE, à un fin maillage du territoire et à des secteurs liés à la solidarité, l'une de ses compétences. Ce qui correspond assez bien aux spécificités de l'économie sociale et solidaire, d'où la convergence avec la démarche de la collectivité. Comme l'a expliqué, Jean-Luc Gleyze, vice-président chargé de l'aménagement économique solidaire, de là vient l'idée de ce Livre blanc des forces et faiblesses de l'ESS en Gironde qui a été présenté en préambule du mois de l'ESS (le 04/11). Cette enquête a permis à ses acteurs de s'exprimer tout en dressant un panorama du secteur qui n'est en rien, selon M. Gleyze, une «économie au rabais». Le CG 33 soutient déjà fortement cette «économie qui met l'humain au centre de ses préoccupations». Le livre blanc a certes permis de cerner son importance (50.000 emplois), mais aussi le besoin de la coordonner et de la consolider pour un nouveau développement.

L'une des faiblesses apparues au cours de la consultation porte sur un manque de visibilité et de coordination des entreprises de l'ESS. Martine Jardiné, vice-présidente en charge de l'habitat, du logement social et de l'insertion plaide pour une action à la fois transversale et au plus près du terrain, «comme de la dentelle». Exemple : les épiceries solidaires, en lien avec des producteurs locaux pour favoriser les circuits courts. Par ailleurs, l'idée de la création d'une instance de pilotage au niveau départemental, type «petite» chambre de l'ESS, est sur la table. Les préconisations du Livre blanc viendront en appui de la définition de la politique publique girondine en faveur de l'ESS, qui sera décidée à l'occasion du vote du budget primitif mi-décembre.

4 grandes pistes d'action dégagées :

1. Structuration et animation de la communauté départementale des acteurs de l'ESS **2.** Impulsion des dynamiques territoriales de coopération dans le département **3.** Développement et sécurisation des emplois, des entreprises et des organisations de l'ESS **4.** Promotion de l'ESS girondine

L'ESS en Gironde 4.961 établissements employeurs relèvent de l'économie sociale et solidaire en Gironde, soit 8,8% des employeurs du département (9,3% des établissements privés), représentant 51.483 emplois salariés (44.425 équivalents temps plein), soit 9,7% du total des emplois et 13% des salariés privés, pour 1,3 milliard d'euros de salaires bruts distribués. 20.942 de ces emplois s'inscrivent dans le secteur de l'action sociale, 6.500 dans les services divers, 6.200 dans l'enseignement, 5.200 dans les activités financières et d'assurance, 4.600 dans la santé, etc. (*Livre blanc de l'ESS Gironde*)

ESPACE COLLABORATIF La Ruche se pose à Bordeaux

C'est l'un des événements du mois de l'ESS en Aquitaine, l'ouverture de La Ruche à Bordeaux. Événement attendu depuis l'annonce en avril d'un partenariat de poids : Orange a décidé d'investir quelque 700.000 euros pour que l'expérience de La Ruche Paris, espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale, puisse essaimer en régions. Bordeaux est le premier essaim à éclore. Il a ouvert ses portes le 4 novembre, abrité par la société philomatique, avec le soutien de la mairie de Bordeaux. Le président de l'association La Ruche, Bernard Humbert, était présent pour soutenir la jeune directrice de la déclinaison bordelaise recrutée il y a 3 mois, Camille Panczer, 23 ans, étudiante passée par l'école de commerce et développement 3A de Lyon, impliquée depuis longtemps dans l'économie sociale et l'accompagnement de projets soli-

naires en milieu étudiant. A ses yeux, au-delà d'un «espace convivial et chaleureux», La Ruche est d'abord une communauté «open source de partage». Traduction: les entrepreneurs sociaux qui l'intégreront vont y trouver un accompagnement à la création d'activité, mais aussi, en adoptant une «démarche impliquante», une synergie en termes de partage d'expériences, de réseau, de connaissance, ainsi qu'une ouverture à l'écosystème tissé par l'ESS. La Ruche Bordeaux dispose des atouts pour devenir une vitrine de l'innovation sociale locale, couvée par son puissant protecteur, Orange qui, outre l'ouverture de ses réseaux dans tous les sens du terme (dont le mécénat de compétence), ne manquera pas d'offrir de prometteurs débouchés professionnels ou commerciaux.

La Ruche Bordeaux, 66 rue de l'Abbé de l'Épée.

Plateforme de formation à l'ESS

La chambre régionale de l'ESS Poitou-Charentes a lancé, en partenariat avec le rectorat, une plateforme de découverte de l'ESS orientée vers la sensibilisation et la formation à l'école.

PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À L'ÉCOLE : tel est le sens de l'accord-cadre passé en juin 2013 entre le ministre de l'Éducation nationale (Vincent Peillon à l'époque), l'ex-ministre délégué à l'ESS, Benoit Hamon et l'association Esper (L'économie sociale partenaire de l'École de la République) représentée par son président Roland Berthilier (1). La Cress Poitou-Charentes répond à cet appel en ouvrant une plateforme sur Internet, dénommée « lesson », sous la forme de modules permettant aux établissements scolaires, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, de solliciter des actions de sensibili-

sation et de formation. La Cress remplit ainsi une de ses missions, la promotion de l'ESS, en fournissant un appui notamment grâce à un catalogue en ligne dont l'un des opérateurs est l'OCCE, l'Office central de la coopération à l'école. Le « site de sensibilisation à l'ESS en Poitou-Charentes » fournit aussi une boîte à outils avec des vidéos didactiques. Bref, il devrait intéresser un public bien au-delà de la communauté éducative.

(1) L'Esper rassemble 40 organisations de l'économie sociale (associations, mutuelles, coopératives, syndicats) ainsi que des mouvements de l'éducation populaire.

FORMATION Une école des cadres du développement durable

Le Collège des hautes études du développement durable Poitou-Charentes (CHEDD), constitué en juin dernier, vient d'ouvrir son site internet. Ce collège au statut associatif est dédié à la formation des cadres d'entreprises et d'associations aux enjeux du développement durable à l'échelle des territoires. Un partenariat a été établi avec les établissements d'enseignement supérieur de la région (Université de La Rochelle, EIGSI, France Business School Campus de Poitiers, Sup de Co La Rochelle), et les réseaux socio-professionnels et institutionnels, impliqués dans le développement durable. Un cursus de séminaires thématiques interactifs de plus de 14 jours, répartis sur 9 mois, est prévu, avec un démarrage au 15 janvier prochain. Des journées de regroupement sont également au programme. Les candidats peuvent s'y inscrire jusqu'à fin novembre. (chedd-poitou-charentes.fr)

10^e anniversaire des Master 2 AES de Poitiers En 10 ans, les Masters 2 droit et marketing, et droit et développement de l'économie sociale et solidaire, ont accueilli près de 300 étudiants. Un anniversaire qui sera fêté le 13 novembre, à l'occasion du mois de l'ESS, avec une journée spéciale marquée par une table ronde sur le thème « marketing et ESS », et une conférence gesticulée par Anthony Pouliquen « Pourquoi je ne serai jamais Luis Fernandez... une autre histoire du sport. » Le 25 novembre, toujours à Poitiers, est organisée une conférence avec Joel Monnet, professeur de droit privé à l'université de Poitiers, sur le thème : « Loi du 31/07/14 relative à l'ESS, aspects de droit privé ».

ÉNERGIE RENOUVELABLE Partenariat Sergies-Lumo dans la Vienne

Sergies, société d'économie mixte locale issue de l'adhésion de 265 communes adhérentes du syndicat Energies Vienne, et la plateforme de finance participative **Lumo**, dédiée à l'épargne dans les énergies renouvelables et à l'éco-investissement (siège à La Rochelle), ont signé une convention de partenariat, dans le cadre du salon de la croissance verte de Poitiers. Ce partenariat a trait à deux projets d'investissement en panneaux photovoltaïques dans la Vienne, à La Trimouille et à Dienné (pour un budget global de quelque 870.000 €). Les panneaux seront assemblés par VMH Energies Châtellerault. L'appel à cet investissement « citoyen en direct » (à partir de 25€ d'apport) vise à réduire une partie du prêt bancaire accordé par le **Crédit coopératif** pour un projet énergétique représentant la consommation d'un peu plus de deux cents foyers.

RECRUTEMENTS Iris, Urscop, Ateliers du Bocage Plusieurs offres d'emploi ou de stage figurent sur le site de la chambre régionale de l'ESS. L'**Iris** (union régionale des structures d'insertion par l'activité économique de Poitou-Charentes), basée à Poitiers, recrute un(e) chargé(e) de développement économique solidaire en contrat d'alternance puis/ou CDI. La Scic (société coopérative d'intérêt collectif) **Les Ateliers du Bocage**, entreprise de l'ESS située dans le Nord Deux-Sèvres, un(e) coordinateur (trice) emploi-formation dans le cadre de sa mission d'insertion. Enfin, l'**Urscop** (union régionale des Scop -société coopérative et participative) Poitou-Charentes dont le siège est à Niort, recrute un(e) stagiaire (bac +3 à +5 en gestion) dans le cadre de son développement « pour un changement d'échelle ». (cres-poitoucharentes.fr)

VISITE MINISTÉRIELLE Carole Delga en visite en Sud-Vienne

La secrétaire d'Etat en charge du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, Carole Delga, est venue à la rencontre de chefs d'entreprises de Sud-Vienne, au Comptoir à Jardres, à l'invitation de deux groupements d'entreprises. Le thème du jour : le projet de création d'un pôle d'excellence économique dans le domaine de la mobilité électrique et du développement durable, autour de la proche centrale nucléaire de Civaux. (NR)

COOPÉRATIVES LA SCOP ARFÉO-BUROFORM EN REDRESSEMENT, BRIONNE REPRISE EN SCOP

La **Scop Buroform** (sites à Valdivienne-86 et à Château-Gonthier-53), 220 salariés en tout, a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Laval (jugement du 30/10) avec une période d'observation de 6 mois, après avoir été déclarée en cessation de paiement. L'entreprise avait été reprise en Scop en janvier 2013 et dispose désormais d'une période de deux mois pour trouver un repreneur. L'entreprise **Brionne**, implantée à Dangé-Saint-Romain (86), spécialisée en quincaillerie décorative, a été reprise en Scop par ses salariés après avoir connu plusieurs plans sociaux. (NR, Info-Eco)

COISSANCE VERTE DES PRIX POUR DES ENTREPRISES DE L'ESS Le salon professionnel de la Croissance verte, qui s'est tenu à Poitiers (6-7/11), organisé par la Région Poitou-Charente, a été l'occasion de remettre des prix, notamment à des entreprises de l'économie sociale. Le prix de la mutation sociale, écologique et solidaire a été décerné à l'Atelier du soleil et du vent, association basée dans la Vienne qui s'inscrit dans la lutte contre la précarité énergétique à partir de l'énergie renouvelable, et à AlterBative, nouvelle coopérative et d'emploi, dédiée aux porteurs de projets en éco-construction. Par ailleurs, la Caisse des dépôts a primé la coopérative Okarina, déjà récompensée au salon de Niort, pour son travail de sensibilisation à l'ESS, notamment via le théâtre.

Révolution silencieuse ou extinction de voix ?

Les uns parlent de «révolution silencieuse des associations» (Mouves, Serge Guérin), les autres de «situation quasi-schizophrénique» (AME), entre discours flatteurs et «désastre social» sur fond de «grande cause nationale»...

UNE CONTRIBUTION DU MOUVES (*tribune.fr*) prend acte du contexte dans lequel se débattent les associations gestionnaires d'établissements de services sociaux et médico-sociaux : redéploiement des moyens, pouvoirs publics reprenant la main avec une politique d'appel d'offres installant la convergence tarifaire et la mise en concurrence des opérateurs, etc. Le Mouvement des entrepreneurs sociaux, plutôt que de rentrer dans le débat de l'intérêt général, a choisi de «s'adapter et s'outiller», afin de «poursuivre l'aventure associative en s'inscrivant dans une dynamique nouvelle, entrepreneuriale...». Quelles sont ses recettes ? La principale : «s'emparer des armes du privé lucratif» : maîtrise des coûts, marketing, gestion prévisionnelle de l'emploi, anticipation, formation, diversification des ressources (publiques, bancaires, crowdfunding, mais aussi social impact bonds), développement des

partenariats avec les entreprises. Le sociologue Serge Guérin (*alternatives-economiques.fr*) évoque lui aussi une telle «révolution douce et silencieuse de prise de conscience que des politiques plus efficaces, en faveur des plus démunis, de publics spécifiques et du développement

S'emparer des armes du privé lucratif

passent par l'implication croissante du tissu associatif et par l'entrepreneuriat social». Le site "Association mode d'emploi" (*ame1901.fr*) préfère se démarquer du syndrome «campagne de com'» qu'il détecte derrière le label «grande cause nationale 2014» attribué à l'engagement associatif. Avec un scepticisme affiché quant aux bénéfices réels de l'opération pour les associatifs: «Comme si, en fin de compte, l'impuissance [face au désastre social] ne pouvant être avouée, il ne nous restait plus qu'à savoir communiquer...»

AQUITAINE UN MILLIARD EN FONDS EUROPÉENS La Région Aquitaine aura à gérer un milliard d'euros de fonds de l'Union européenne pour 2014-2020, une enveloppe en augmentation de 31%, le conseil régional ayant déjà obtenu la gestion directe de 459 M€. (*France 3*)

NUMÉRIQUE NAISSANCE DE DIGITAL AQUITAINE Les professionnels du numérique aquitain ont créé l'association Digital Aquitaine, avec l'appui de la Région, préfiguration d'un pôle de compétitivité avec l'ambition d'animer la filière et de faire émerger des projets collaboratifs. Par ailleurs, un centre d'innovation numérique est en gestation à Bordeaux sur le site en reconversion de l'ancien centre de tri postal. Ce futur pôle d'excellence devrait ouvrir fin 2016 et accueillir des start-up dont HelloAsso, plateforme de crowdfunding pour le secteur associatif. (*Aquitaine numérique*)

FORMATION UN NOUVEAU CENTRE POUR AQUITAINE CAP MÉTIERS Le nouveau centre régional Vincent-Merle, du nom de l'ancien président d'Aquitaine Cap Métiers (agence régionale pour l'orientation et la formation tout au long de la vie) a été inauguré à Pessac (le 06/11), défini par la Région comme un «lieu unique en France dédié à l'orientation et à la formation» (budget : 18,7 M€).

FINANCES SOLIDAIRES DES FORMATIONS POUR LES CIGALES Deux formations («Prévention des conflits» et «Relations bénévoles-public bénéficiaires») sont proposées, avec le concours de la Région Poitou-Charentes aux cigaliers et aux bénévoles d'autres associations, le 6 décembre à Niort et le 21 novembre à La Rochelle.

EcoSocial Info

Coopérateur
Solidaire

www.ecosocial-info.com

Lettre hebdomadaire éditée par EcoSocial Presse, agence régionale d'information spécialisée en économie sociale, en construction au sein de la coopérative d'activité et d'emploi Coop'Alpha 24.

Directeur de la publication, journaliste : Patrice Boccanfuso

email : p.boccanfuso@ecosocial-info.com

Adresse : La Gilardie 24600 Saint-Sulpice-de-Roumagnac Tél. 06 79 42 47 72

ISSN, commission paritaire : en cours

Coop'Alpha 24 : 77 rue Alphonse-Mazières 24000 Périgueux Tél. 05 53 53 83 56

L'AGENDA

JEUDI 13 NOVEMBRE

MATINÉE APEC - ESS Réunion sur les opportunités d'emploi de l'ESS et sur les Scop Centre Apec de Bordeaux

MOIS DE L'ESS - AGEN Rencontre "Musiques actuelles et territoires créatifs", en partenariat avec le Rama (Réseau aquitain des musiques actuelles) A partir de 14h Au Florida, Agen-47

RENCONTRES DU NUMÉRIQUE 5^e édition des Rencontres nationales du numérique organisée par l'asso SPN Poitou-Charentes Centre des conférences, Poitiers-86

LUNDI 17 NOVEMBRE

JOURNÉE DE FORMATION À L'ESS Organisée par l'association Minga et la Région Poitou-Charentes. A 9h30, Urscoop Niort

MARDI 18 NOVEMBRE

ACHATS SOCIALEMENT RESPONSABLES Rencontre organisée par les CCI Pau Béarn et Bayonne Pays Basque avec le Garie sur "le réflexe ESS" 16 h, CCI Pau Béarn

MERCREDI 19 NOVEMBRE

RENCONTRE EMPLOI HANDICAP 500 postes à pourvoir proposés aux personnes en situation de handicap (semaine nationale du handicap) A partir de 9 h, Hangar 14 Bordeaux

JEUDI 20 NOVEMBRE

MOIS DE L'ESS - TARNOS Rencontre "Musiques actuelles et territoires créatifs", en partenariat avec le Rama (Réseau aquitain des musiques actuelles) A partir de 9 h, Tarnos-40

LES JEUNES ET L'ESS Temps de sensibilisation à l'ESS en direction des lycéens du Grand Poitiers et de Châtellerauld organisé par la MGEN, la Maif et la Cress. De 14h à 17h, UFR Droit et sciences sociales, Poitiers

JEUDI 20 ET VENDREDI 21 NOVEMBRE

RENCONTRES EUROPÉENNES SUR LE GRAND AGE Organisées par la Mutualité française A partir de 8h30, parc des expositions du Grand Angoulême

Découvrez
coop
alpha

société coopérative
d'activité et d'emploi

Entreprendre pour soi.
Réussir ensemble
www.coopalpha.fr